



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,2839>

Chronique

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2009 - N° 1100 - juillet 2009 -

Date de mise en ligne : vendredi 31 juillet 2009

Description :

Jean-Pierre Mon analyse quelques "commentaires" de la grande presse sur l'évolution de la crise .

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Optimisme américain

Selon le New York Times du 20 juin, la crise des "subprimes" [1] frappe indubitablement plus l'Europe que les États-Unis (où elle a pourtant pris naissance) : les déficits budgétaires y croissent et le chômage, particulièrement celui des jeunes, y a déjà atteint son plus haut niveau depuis dix ans. Considérant la réponse boiteuse apportée par l'Union Européenne, de nombreux économistes estiment que la crise y sera plus longue que de l'autre côté de l'Atlantique.

Les chiffres du FMI

Le Fonds Monétaire International estime que les banques européennes détiennent plus d'actifs "toxiques" que les banques américaines ... mais en reconnaissent beaucoup moins [2].

Selon ses calculs, le coût de la crise en Europe se monterait à 2.000 milliards de dollars (1.430 milliards d'euros) et les banques devraient, pour supporter ce choc, collecter 600 milliards de dollars d'ici fin 2010. On peut se demander ce que deviennent les 1.400 milliards de dollars manquants ??? Quoi qu'il en soit, les "superviseurs" bancaires européens contestent ces estimations qu'ils trouvent trop élevées et les hypothèses du FMI selon lesquelles on trouverait des "subprimes" dans tous les pays d'Europe.

Mais le FMI maintient ses affirmations.

Un accord parfait

Si le FMI et l'Union Européenne ne sont pas d'accord sur les chiffres, ils sont, par contre, en parfait accord pour saluer avec enthousiasme les coupes budgétaires approuvées, le 16 juin, par le Parlement Letton : réduction globale de 10 % des dépenses budgétaires grâce à des coupes de 20 % dans les salaires de la fonction publique et de 10 % sur les retraites [3].

Je crois pourtant me souvenir de propos tenus par DSK lors de sa prise de fonction à la direction du FMI, selon lesquels le Fonds n'imposerait plus de sévères réformes structurelles. Une transparence... opaque

Sur l'injonction du FMI, les pays européens se sont quand même mis d'accord pour accepter de procéder de façon coordonnée et transparente à des "stress tests bancaires" du type de ceux qui ont été effectués aux États Unis [2], ces tests ayant pour but de « permettre d'évaluer la résistance des banques à des scénarios de crise extrême ». Connaissant l'aptitude des financiers à évaluer les risques, on peut s'interroger sur la définition de ces différents termes et la fiabilité de tels tests... ! Toujours est-il que les Européens se seraient mis d'accord pour organiser ces épreuves d'ici à septembre, pays par pays, à partir d'un scénario macroéconomique écrit par la Banque Centrale Européenne, mais ils refuseraient d'en rendre publics les résultats pour ne pas risquer de révéler au grand jour la faiblesse des banques, notamment allemandes !

Ho là ! crient les économistes « de tels tests coordonnés et transparents sont une étape essentielle dans la

résolution de la crise ». À les en croire, aux États-Unis, ils auraient en effet permis de recréer de la confiance et de la transparence sur la situation financière des banques. Tant et si bien que dix grandes banques américaines viennent d'être autorisées par le Secrétaire d'État au Trésor des États-Unis à rembourser par anticipation 68 milliards de dollars que leur avait avancés l'État fédéral pour leur éviter un défaut de liquidité en cas d'aggravation de la crise. Ce qui leur évitera toute mesure contraignante sur les rémunérations de leurs dirigeants. Le Secrétaire d'État explique : « Le gouvernement ne veut pas restreindre les émoluments des patrons, pas plus qu'imposer des directives précises sur la manière dont les firmes mettent en oeuvre leurs politiques de rémunération ». Ouf ! on respire : c'est bientôt la fin de la crise pour les "fat cats" [4].

Le danger d'être "moderne"

En Allemagne, il semblerait que les nouveaux Länder (anciens de RDA) résistent mieux à la crise économique et financière que le reste du pays². C'est ce que souligne le rapport gouvernemental sur la réunification publié le 9 juin. Le chiffre d'affaire des industries de transformation y aurait baissé de 16,6 % contre 21,5 % en Allemagne de l'Ouest et son produit intérieur brut devrait, selon les instituts de conjoncture, baisser d'un point de moins. D'autres études, notamment celles de la Chambre allemande de commerce et d'industrie (DIHK), recourent ces chiffres qui montrent que les firmes Est-allemandes sont en meilleure forme que celles de l'Ouest.

Une des principales explications serait que l'industrie y occupe nettement moins de place qu'à l'Ouest et que le réseau d'entreprises y est constitué de petites et moyennes entreprises, peu tournées vers l'exportation : « l'industrie Est-allemande produit surtout des biens de consommation pour le marché intérieur », souligne un expert de la DIHK. Apparemment ce n'est pas plus idiot qu'autre chose et de nombreux pays feraient bien de s'en inspirer... mais ça risquerait de mettre à mal l'industrie du transport.

En route vers le progrès

Dans un courrier électronique adressé à plus de 30.000 salariés, l'entreprise phare du Royaume Uni, la compagnie aérienne British Airways les a appelés à travailler gratuitement, d'une semaine à un mois, suivant l'exemple de leur patron, pour « aider leur entreprise à survivre ». En outre, depuis le mois de mai, British Airways leur propose, sur la base du volontariat, de prendre des congés sans solde ou de travailler à temps partiel afin de réduire la masse salariale...

Changement de président, changement de climat

Au grand dam du secteur pétrolier, le gouvernement Obama souhaite l'adoption avant la fin du mois de juillet d'un projet de loi visant à réduire les émissions polluantes de 17 % en 2020 par rapport à 2005.

[1] = des crédits immobiliers "toxiques"

[2] Le Monde, 12/06/2009.

[3] Le Monde, 18/06/2009.

[4] Littéralement, les gros chats, expression désignant les traders et autres financiers de la City londonienne.